
La Grèce, l'Espagne et l'Italie affolent les dirigeants européens

La « troïka » se réunira à Athènes, mardi. Au menu : les modalités d'un nouveau plan d'aide

Angela Merkel est en vacances, François Hollande y aspire. Mais la zone euro reste en état d'alerte maximale. L'Espagne, la Grèce et l'Italie alimentent les pires scénarios. Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne (BCE), comme les ministres des finances, craignent de passer un été agité, et promettent de ne pas trop s'éloigner. « *Pas plus de quatre heures de route de Bruxelles* », dit un ministre belge.

Tous redoutent un emballement des marchés en août et se préparent, quoi qu'il arrive, à une rentrée explosive. C'est que le plan d'aide aux banques espagnoles ne parvient pas à ramener le calme. Pour ne rien arranger, l'appel au secours de deux régions espagnoles conforte ceux qui considèrent qu'un plan d'aide bancaire ne suffira pas, que le problème budgétaire du pays est plus large, sur fond de récession et de crise sociale.

Samedi 21 juillet, le gouvernement espagnol, par la voix de son ministre des affaires étrangères, a suggéré à la BCE d'intervenir sur

les marchés afin de réduire les coûts de financement du pays. Une invitation proche de celle formulée depuis des semaines, en vain, par M. Monti, le président du conseil italien.

En dépit des réformes et des mesures d'économies, Madrid et Rome voient s'envoler les taux d'intérêt. Or la BCE refuse de financer les Etats, sans cacher qu'elle réfléchit à d'autres options d'urgence. Le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui aurait les moyens d'intervenir, ne sera pas opérationnel avant septembre, dans l'attente du feu vert de la cour constitutionnelle allemande.

Incertitudes politiques

Autre défi : éviter une catastrophe en Grèce dès août. La « troïka » (BCE, Commission européenne et Fonds monétaire international) revient à Athènes mardi 24 juillet, pour explorer les modalités d'un nouveau mémorandum d'aide. Au risque de relancer les débats sur la sortie du pays de l'euro. Cette hypothèse, « *a perdu de son horreur*

depuis longtemps », a averti, dimanche, Philipp Rösler, le ministre allemand (FDP, libéral) de l'économie.

Tout le monde est d'accord pour dire que le second plan d'aide activé en mars est caduc, après des semaines d'incertitudes politiques et une profonde récession. Le gouvernement grec réclame deux années supplémentaires pour tenir ses objectifs : c'est impossible sans lui accorder une aide supplémentaire – de l'ordre de 50 milliards d'euros –, ou sans exiger que les créanciers publics, qui détiennent désormais l'essentiel de la dette du pays, renoncent à une partie de leurs droits.

La première option risque de braquer les pays du Nord et le FMI, à bout de patience. La seconde devrait susciter d'importantes tensions avec la BCE et briserait un tabou. Avec un risque : que les blocages politiques accélèrent la perspective d'un défaut plus ou moins contrôlé de la Grèce, et une nouvelle vague de contagion.

La renégociation du mémorandum devrait être à l'ordre du jour

d'une réunion extraordinaire de l'Eurogroupe, vers le 7 septembre. Sans attendre, le gouvernement d'Antonis Samaras (Nouvelle démocratie, droite) cherche à donner des gages de sérieux, mais il est à la peine.

La « troïka » doit, entre autres, discuter des mesures à prendre afin que le pays retrouve le rythme des réformes et tienne ses promesses. Cela signifie trouver 3 milliards d'économies cette année et 11,6 milliards pour les deux prochaines.

Un rendez-vous pourrait compliquer les choses : le 20 août, le gouvernement Samaras doit rembourser 4 milliards d'obligations détenues par les banques centrales européennes. Sans en avoir les moyens. Les dirigeants européens affirment être en mesure de trouver une parade à temps, par exemple en autorisant Athènes à émettre de la dette à très court terme pour rembourser ses créanciers. L'échéance risque d'alimenter les suspens. ■

**PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES),
AVEC ALAIN SALLES (À ATHÈNES)**